D. O.

COMMUNISME ET OU FÉMINISME ?

Introduction sommaire aux débats du P.C.F. dans les années 20

1921. La Révolution russe a 4 ans, et depuis 4 ans elle transforme les conditions de vie, la conscience des femmes russes. Au niveau international, sous la direction de Clara Zetkin, le Secrétariat international féminin impulse l'action parmi les femmes. Dans les pays capitalistes il faut sensibiliser les femmes de la classe ouvrière à la révolution, leur faire comprendre qu'elles ont plus intérêt que quiconque au renversement de l'Etat bourgeois.

Après la guerre, des luttes pour les droits politiques des femmes avaient débouché sur des victoires dans de nombreux pays d'Europe. En Allemagne, Autriche, Hongrie, Tchécoslovaquie, Angleterre, les femmes avaient conquis l'égalité des droits politiques. En Italie, en Espagne, en Hollande, le gouvernement dut faire des concessions, quoique moins importantes. En Suisse même il y eut des luttes. En se félicitant de ces victoires, les P.C. s'appuient sur la sensibilisation des femmes pour pousser la lutte plus avant : l'égalité dans le travail et dans les salaires, la journée de huit heures, la protection de la maternité.

Deux conférences des femmes communistes se sont tenues, parallèlement aux IIe et IIIe congrès de l'I.C. (1). De nombreuses sections de l'Internationale publiaient un journal s'adressant aux femmes. Le Parti Communiste Allemand par exemple compte dans ses rangs 50 000 femmes (15 %) des effectifs, son journal féminin bimensuel « La Communiste » se diffuse à 26 000 exemplaires en janvier 21, à 40 000 en avril. Le Secrétariat national féminin s'appuie sur des groupes locaux

(1) Lucie Colliard représente le P.C.F. à la deuxième conférence internationale des femmes communistes.

et régionaux d'exploitation. Il publie des brochures, des tracts ; il anime des écoles de formation. (2)

Ainsi en 1921, quoique conscient de l'énormité des tâches qui restaient à accomplir, le Secrétariat International pouvait être optimiste. *Un point noir cependant, la France :* « Nulle part le travail des femmes ne fut exploité à un tel point qu'en France pendant la guerre, et nulle part la lutte pour les droits des femmes ne fut menée aussi mollement qu'en ce pays ». (3)

Un PC peu convaincu

De tous les partis d'Europe occidentale, le P.C. est le moins pressé d'obtempérer aux injonctions du Secrétariat International. Quand sa presse s'intéresse à la question féminine, c'est la plupart du temps pour se féliciter du processus d'émancipation des femmes en Russie révolutionnaire, sans en tirer de leçons pour une action en France. Sans nier l'asservissement des femmes, bien au contraire, le P.C. en tire argument pour ne pas agir dans l'immédiat. Voici ce qu'écrit Marthe Bigot, membre du Comité directeur du P.C.F. (*Revue Communiste,* n° 1, mars 1920) : « On s'étonnera que je passe sous silence l'action que selon certains camarades les femmes pourraient mener pour faire aboutir le communisme. A mon sens il ne faut pas trop compter pour le moment sur cette action. La femme est en France, trop écrasée par le labeur et les lois pour avoir eu le loisir suffisant d'étudier les questions politiques et économiques. Elle a subi l'état social actuel parce que l'éducation qu'on lui a donnée et la tâche qui l'accable ne lui permettent pas de se révolter contre lui. »

C'est cette même Marthe Bigot qui se trouve à l'issue du Congrès de Marseille présidente du Comité Féminin. A-t-elle changé d'avis ? On ne saurait le dire en lisant dans le projet de résolution pour le Congrès (qu'elle a vraisemblablement écrit) les lignes suivantes : « Si la politique n'est pas l'affaire des femmes, nous pouvons dire que la Révolution sera leur affaire... ». Ce passage révèle un profond pessimisme quant aux possibilités du travail qui va s'engager. (Le seul but plausible et réalisable serait-il de « neutraliser » les femmes, de les empêcher de devenir une force contre-révolutionnaire ?) Ce passage a été amendé lors du Congrès, la résolution définitive dit : « Si la politique n'est pas encore l'affaire des femmes nous pouvons dire que la révolution sera leur affaire... (Le P.C.) aidera de tout son pouvoir les femmes à conquérir, même dans le régime actuel, sur tous les terrains... l'égalité avec les hommes ».

La pression de l'Internationale

Il apparaît donc que la résolution sur l'action à mener auprès des femmes ne peut être comprise que *dans le cadre d'une pression de l'I.C.*

(2) Rapport de Bertha Braunthol à la deuxième conférence internationale des femmes communistes, juin 1921.
(3) Z. Lilina « Une année de lutte des ouvrières d'Europe et d'Amérique », *Bulletin Communiste* n° 9, mars 1921.
Les quatre premiers congrès de l'I.C., p. 143.

Personne, d'ailleurs, ne songe à s'en cacher : « Le Parti doit créer immédiatement le journal et le secrétariat féminin réclamés par l'Internationale » dit la résolution. En l'absence d'un réel courant de sensibilisation dans les masses françaises, le P.C. accepte de remplir ces tâches par principe. *Il se soumet à la discipline de l'Internationale. Il* reconnaît l'importance en théorie de ces tâches mais il semble considérer que son rôle sera uniquement propagandiste. Il a peu de foi en un débouché de masse. Ceci apparaît clairement dans le premier numéro du journal *L'Ouvrière*, qui est publié le 11 mars 1922, conformément aux décisions du Congrès. L.O. Frossard, secrétaire du Parti, intitule son article, qui fait fonction d'éditorial : « *L'Ouvrière vivra-t-elle ?* » Quel manque d'enthousiasme pour le premier numéro du journal qui a la tâche historique de rallier les femmes françaises à la Révolution ! « L'Internationale nous a prescrit de mettre debout un organe communiste pour femmes. Le voici... En assurant l'existence de *l'Ouvrière* le P.C. remplit une partie de son devoir... *L'Ouvrière* vivra si le P.C. est à la hauteur de sa tâche ».
Le IIIe Congrès de l'I.C., en juin 21, avait adopté une longue résolution concernant l'action parmi les femmes ; elle inspire, évidemment, la résolution française. C'est ainsi qu'il faut comprendre l'introduction qui reprend le point de vue de l'Internationale en 1921, pour qui la Révolution prolétarienne était à l'ordre du jour dans les pays capitalistes avancés (4). On trouve dans la résolution de l'I.C. la crainte de voir les masses féminines inertes jouer un rôle contre-révolutionnaire. On y trouve la nécessité d'employer des méthodes particulières pour s'adresser aux femmes. On y trouve la consigne de lutter contre l'influence des traditions, des mœurs bourgeoises, de la religion. On y trouve le souci de donner aux femmes « les mêmes droits et les mêmes devoirs que les hommes dans le Parti ». On y trouve la consigne de collaborer aux rouages de l'Etat bourgeois ou d'agir dans les coopératives.
Cependant la résolution française est loin d'être un calque de la résolution internationale. Elle omet de reprendre certains passages de celle-ci et notamment la mise en garde des femmes contre les Internationales traîtres II et II 1/2. Elle ne fait aucune analyse de la situation des femmes françaises, contrairement à l'esprit de la résolution internationale et ne met aucun mot d'ordre de lutte, aucune plate-forme d'action en avant pour mobiliser les femmes. Cette lacune montre bien que l'intervention communiste auprès des femmes est alors inexistante.

Etre femme, être militante

Par contre la résolution expose clairement, au niveau général, les problèmes des femmes ouvrières « doublement exploitées par la société bourgeoise » (5). Elle n'hésite pas à parler de celles des militantes du Parti qui doivent à la fois lutter contre leur éducation et contre la pression de leurs camarades de combat masculins. Dans ce domaine, la résolution de Marseille s'attache à préciser, à concrétiser, la résolution générale de l'I.C. Des mesures volontaristes mais nécessaires sont prises : présence d'une femme au bureau de toute manifestation pu-

(4) 3e congrès de l'I.C. - Résolution concernant les femmes.
(5) Dans son article « Le communisme et la femme » qui figure en annexe, Marthe Bigot justifie le terme de double exploitation.

blique pour affirmer publiquement que le P.C. entend dès à présent chancher quelque chose dans la condition des femmes ; participation d'une femme aux réunions des élus du Parti à une époque où les femmes n'ont pas le droit de vote ni celui d'être élues (6) ; représentation des femmes dans tous les organismes du Parti.
Plus encore, ce sont les comportements individuels qui doivent se modifier. Les hommes doivent se surveiller dans le Parti mais aussi dans la famille (la politique ne s'arrête pas à la porte du foyer, leur rappelle-t-on). Les femmes doivent surmonter leur timidité, « oser donner leur avis tout haut ».
Etre femme et militante révolutionnaire, voilà un débat qui rebondit aujourd'hui, avec acuité, enrichi par l'apport du mouvement de libération des femmes. Encore faut-il se rappeler qu'avant les ravages du rouleau compresseur stalinien, les prémisses en avaient été posées.
Il est bien sûr facile de trouver dans la résolution des signes révélateurs de préjugés bourgeois. Le contraire serait étonnant. Ainsi on invite les militantes à combattre leur « frivolité » ou à « accompagner » leur mari s'il milite. C'est aussi aux femmes militantes qu'on conseille de se défier des pressions des « vieux parents », le père n'entrant en jeu que pour ce qui concerne l'éducation intellectuelle, scolaire.

Après le congrès

Il serait intéressant de connaître les débats que suscita la discussion de cette résolution. L'un d'entre eux transparaît dans *l'Ouvrière* du 22 avril (n° 7) sous la plume de Lysette Marly, militante de Montpellier. De son point de vue, un journal spécifique aux femmes était moins utile que deux pages dans l'*Humanité* deux fois par semaine : l'*Huma* a un tirage considérable que *l'Ouvrière* ne peut atteindre ; de plus un journal pour deux dans le couple, c'est à la fois plus économique et une occasion de se rapprocher.
« En lisant le même journal, le mari et la femme en viendraient naturellement à des discussions communes, fréquentes, et sur des sujets d'autant plus abordables que la femme trouverait dans son ménage un élément de discussion et aurait l'occasion de se pénétrer davantage des réflexions qu'elle échangerait avec son mari... » Il ne faut cependant pas voir là une volonté de minimiser l'intervention « Notre but est le même. S'il nous arrive de différer quand il s'agit de proposer des moyens, c'est que nous cherchons toutes à faire la meilleure besogne. Donc femmes, à l'ouvrage, et vaillamment ! »
De nombreuses femmes devaient craindre qu'une structuration trop spécifique de l'action parmi les femmes isole complètement ce secteur, abandonné aux militantes, et perpétue l'état de fait dans le reste du Parti. (Cette crainte était sans doute justifiée) (7).
D'ailleurs lors du congrès suivant (congrès de Paris, octobre 1922), le problème est reposé. Maintien de *l'Ouvrière* ou supplément hebdomadaire à *l'Humanité ?* On reproche aux rédactrices de ne pas insérer de

(6) Le 28 mars 1922, le P.C. proposa comme candidat à la municipalité des Enfants Rouges... une femme, Marthe Bigot.
(7) Le Bulletin Communiste par exemple, organe de la gauche du Parti qui publia, en 1920 et 1921, quelques (rares)articles sur les femmes, n'en publie aucun en 1922. La commission féminine réclame d'ailleurs plus de publicité pour *l'Ouvrière* dans les organes du Parti.

pages de mode, de ne pas rendre le journal plus attractif pour les femmes. L'équipe de *l'Ouvrière* défend vigoureusement sa conception. Elle avait déjà protesté publiquement contre l'annonce simultanée dans *l'Humanité* du journal *l'Ouvrière* et d'un journal de mode bourgeois (8). Le vote du IIe Congrès réaffirme la nécessité d'un journal autonome. Pourtant, d'octobre 22 à mars 23, *l'Ouvrière* ne paraît pas ; trop de problèmes de diffusion se posent (9). Même les femmes du Parti ne sont pas toutes abonnées. En mars 23, la rédaction mène une campagne de diffusion énergique. Le tirage passe de 2 500 à 3 000 exemplaires. Une faible diffusion certes, mais une équipe de rédaction solide abordant tous les thèmes de la « double exploitation » de la femme. Un journal virulent, acide où l'on sent passer à travers les correspondances et les échos de lutte la colère des femmes contre le patron, mais aussi, parfois, contre les autres femmes, celles qui ne bougent pas.

Conformément à ses décisions de congrès, le P.C. diffuse aussi livres et brochures sur la question féminine. La publicité pour ces livres est faites dans *l'Ouvrière ;* la plupart ne sont pas des productions du P.C.F. : *L'Histoire générale du Féminisme* d'Abensour, *La femme dans le passé, le présent et l'avenir* d'A. Bebel, *Le problème de la femme, évolution historique, aspect économique* de Lily Brown, *La femme dans les organisations ouvrières* de L.M. Campain, *La famille et l'Etat communiste* et *L'ouvrière et la paysanne dans la Russie des Soviets* d'Alexandra Kollontai.

Deux brochures complétaient cette liste, seules contributions du Parti à la formation des femmes : *La servitude des femmes* de Marthe Bigot et une brochure de Louise Bodin sur la siphylis (10).

Un grand absent inexplicable dans cette bibliographie : Engels. Nulle référence n'est faite à *l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat,* alors que les idées exprimées dans ce livre sont largement reprises.

On ne peut conclure une si brève étude, trop de questions restent ouvertes. Celle-ci par exemple : la quasi totalité des rédactrices de *l'Ouvrière* appartient à la tendance gauche du Parti. Pourquoi ? Parmi ces femmes beaucoup quittent le P.C. entre 1925 et 1928. Certaines rejoignent des groupes d'Opposition de Gauche (Marthe Bigot et Lucie Colliard, par exemple, se rapproche de « La révolution prolétarienne »), d'autres retournent aux socialistes, comme Noélie Drous qui rallie le P.U.P. On peut comprendre aisément que des militantes investies dans un travail de dénonciation de l'exploitation des femmes soient particulièrement sensibles au caractère réactionnaire du stalinisme. Le problème reste malgré tout à approfondir.

D.O.

---

(8) *L'Ouvrière* n° 2, samedi 18 mars 1922.

(9) L'arrêt de publication de *l'Ouvrière* correspond à une crise dans le Parti : la gauche éliminée de la direction par le centre démissionne de ses postes de responsabilité. Marthe Bigot, Louise Bodin, Lucie Colliard qui écrivent dans *l'Ouvrière* refusent donc d'assumer leurs tâches de permanentes. Mais, alors que dès décembre 1922, tout rentre dans l'ordre (après l'intervention du IVe Congrès de l'I.C. qui condamne l'attitude du centre) *l'Ouvrière* ne paraît à nouveau qu'au mois de mars. A une crise politique s'ajoutent donc des problèmes de diffusion propres au journal.

(10) Louise Bodin est, comme Marthe Bigot, membre du Comité directeur du P.C.F. après le congrès de Marseille. Celui-ci compte 17 hommes et 3 femmes titulaires (L. Bodin - M. Bigot - L. Leinoque), 6 hommes et 1 femme suppléants (Lucie Colliard).

Document n° 1

Revue Communiste n° 1 MARS 1920

Le Communisme et la Femme

Aucune femme résolue à revendiquer pour son sexe l'émancipation totale ne saurait rester indifférente devant l'avènement rapide ou retardé d'un fait social aussi important que le communisme.

Le régime féodal basé sur la force, établi sur l'aristocratie de la naissance, le régime bourgeois fondé sur le profit et donnant la prépondérance à l'aristocratie de l'argent ont tous deux assujetti et exploité la femme. Le socialisme réalisé perpétuera-t-il cet assujettissement, cette exploitation ?

Si l'on s'en tenait à un examen superficiel, on pourrait le croire. Bien des militants syndicalistes ou socialistes ont sur la situation de la femme exactement la mentalité de ces vieux Romains à l'âme autoritaire et égoïste qui ne voyaient pas de plus bel éloge à graver sur la tombe d'une matrone que celui-ci : « Elle resta au logis et fila la laine ». Ils ne comprennent la vie d'une femme qu'enchaînée par toutes les servitudes du « foyer » : les enfants, le pot-au-feu, la corbeille à chaussettes. Ils ne conçoivent l'activité féminine que dans l'ombre d'une vie d'homme. J'ai encore en main la lettre qu'un bon militant m'adressait il y a quelque temps sur le travail des femmes. « Beaucoup de camarades, me disait-il, sont comme moi, décidés à retirer leur femme de l'usine. »

Il ne se rendait même pas compte du ton de propriétaire qu'il employait. On voyait bien que, dans sa pensée, et celle de ses camarades, les maris ayant décidé, les femmes n'avaient plus qu'à s'incliner, quelles que fussent, par ailleurs, leurs idées personnelles.

Même dans les milieux socialistes sympathiques à l'émancipation de la femme, il ne vient pour ainsi dire jamais à l'esprit des camarades que l'on puisse aider à cette émancipation en faisant appel aux femmes. Alors qu'on sollicitera le débutant, qu'on l'encouragera, qu'on le poussera à l'action, on laissera toujours la débutante à sa place modeste.

Donc, s'il nous fallait compter sur le seul progrès des idées masculines qui dominent actuellement la société, nous ne verrions l'émancipation des femmes que dans le lointain d'un futur indistinct.

Mais, il y a quelque chose de plus fort que les sentiments et les idées des individus. Tous subissent, qu'ils le veuillent ou non, la loi du milieu

dans lequel ils vivent. Le communisme, qui modifiera demain la base même de la société, substituera à la dictature de l'argent la souveraineté du travail et créera, par là-même, le milieu favorable où pourra s'effectuer la libération de l'esclave séculaire.

Dans le régime du droit du plus fort, la femme ne pouvait rien : le régime de l'argent a donné à l'homme qui apportait son salaire au logis la suprématie sur celle dont le labeur n'était pas monnayé ; aujourd'hui, en basant tous les droits sur le travail, les maîtres de la cité nouvelle sont « les citoyens qui gagnent leur vie en accomplissant des travaux productifs ou utiles au corps social, ainsi que ceux qui s'occupent du ménage des premiers pour leur permettre de travailler. » (Constitution des Soviets. Art. 64.)

Par ses principes, par le renouvellement des cadres mêmes de la vie, la société communiste ne peut manquer d'aider à la libération des femmes, et j'ajoute que si elle ne faisait cesser l'infériorité économique dans laquelle les femmes se trouvent, elle maintiendrait dans son organisme un ferment morbide qui, tôt ou tard, le ruinerait.

Pour préparer la société de demain qui devra faire tomber toutes les chaînes, les socialistes ont le devoir de rechercher la cause de cette infériorité économique des femmes et de reconnaître là l'un des plus sérieux problèmes qui se poseront inéluctablement devant l'esprit des « fossoyeurs » du vieux monde.

A notre époque de machinisme, où la force physique n'est plus la condition principale du travail, où la résistance nerveuse est un facteur important dans le bon accomplissement de la tâche, la femme ne trouve à peu près aucune carrière qui lui soit fermée d'une façon absolue. Elle peut donc s'assurer par le travail une existence indépendante. Les mille expériences tentées pendant la guerre ont prouvé qu'elle était à la hauteur de toutes les tâches. Elle serait donc certaine de garantir sa subsistance si elle pouvait toujours travailler.

L'enfant vient l'en empêcher. L'enfant est ainsi la cause de la servitude de la femme.

Mère, l'ouvrière ne peut plus travailler. Un bébé exige des soins constants : il monopolise entièrement pendant les deux premières années de sa vie, l'activité de sa mère.

Force a donc été à celle-ci, jusqu'à ce jour, de se placer, elle et son petit, dans la dépendance du père, et souvent celui-ci, par le moyen de l'enfant, a fait plier la femme sous son despotisme. La société a enregistré, a codifié cet état de fait et a surenchéri.

C'est ainsi que nos lois sur le mariage et la famille constituent un véritable monument d'iniquité. Elles ont placé la femme dans un état de subordination complète vis-à-vis de l'homme, en faisant d'elle un objet inépuisable d'exploitation.

Je dis : exploitation, le mot n'est pas trop fort. Heures de travail indéterminées, seize ou dix-sept heures le plus souvent, impossibilité du loisir permettant la culture personnelle, condition de travail qu'on ne cherche jamais à améliorer (voyez si nos édiles au Conseil municipal, membres de l'Office des habitations à bon marché, ont jamais songé au chauffage central pour les maisons ouvrières ou à un aménagement rationnel de l'intérieur) ; hygiène détestable — l'homme s'en soucie peu, ce n'est pas lui qui besogne pendant des heures dans les infects taudis

sans air, ni lumière, ni espace, que sont les cuisines dans les quartiers prolétariens — ; telle est la vie qui attend la travailleuse au foyer. Asservie par le labeur ininterrompu qui constitue ce que tout le gratin littéraire et bourgeois appelle « la vie de famille », la « reine » du foyer n'a jamais pu trouver le temps de réclamer un adoucissement de sa peine.

Les communistes de Russie ont compris que la société socialiste se devrait d'affranchir la femme, non pas seulement en apparence, par l'octroi de droits politiques qui laisseraient subsister l'infériorité économique inhérente à la vie même de la femme, mais aussi par un ensemble de mesures qui la dégagent en partie de l'emprise de l'enfant, et qui essaient, en industrialisant certains travaux domestiques, de rendre moins accablante sa tâche sans repos de ménagère.

Ce ne sera pas tout. Car plus les années avanceront, plus la volonté d'indépendance des femmes sera précise et mieux elles se rendront compte de leur état d'infériorité qui résulte de l'accomplissement de leur fonction maternelle dans la société actuelle.

Et devant la société communiste se posera, comme il se pose déjà devant la société bourgeoise, le problème de garantir l'indépendance économique complète de la mère. A nous donc de commencer à en chercher la solution.

On s'étonnera sans doute que je passe sous silence l'action que selon certains camarades les femmes pourraient mener pour faire aboutir le communisme.

A mon sens, il ne faut pas trop compter pour le moment sur cette action. La femme est, en France, trop écrasée par le labeur et les lois pour avoir eu le loisir suffisant d'étudier les questions politiques et économiques. Elle subit l'état social actuel parce que l'éducation qu'on lui a donnée et la tâche qui l'accable ne lui permettent pas de se révolter contre lui.

C'est seulement quand la Révolution aura réalisé les premières conditions économiques et politiques de l'émancipaiton de la femme qu'on pourra se retourner vers elle et réclamer son concours.

L'élite des travailleuses est de cœur avec le communisme. Sur celles-là on peut compter. La société nouvelle devra faire crédit aux exploitées. Toutes, dans l'épanouissement enfin possible de leurs facultés rendront au centuple à la société qui les aura délivrées l'équivalent des services qu'elles en auront reçus.

Marthe BIGOT

Document n° 2

Bulletin Communiste numéro spécial 14/2/1922. page 18
Thèses du 1er congrès national (Marseille 25/30 déc. 1921)

Résolution sur l'Action à mener auprès des Femmes[1]

Prévue depuis plus d'un demi-siècle par les grands penseurs socialistes, la grande lutte entre les deux classes adverses: la bourgeoisie et le prolétariat, est commencée.

La Russie, la première, a fait triompher la cause des travailleurs ; dans le reste du monde, les secousses sociales de plus en plus rapprochées et de plus en plus profondes annoncent l'extension du bouieversemnt révolutionnaire.

Les femmes doivent prendre part au grand combat parce qu'elles sont *doublement exploitées* par la société bourgeoise.

Avide de profits, celle-ci en a réalisé sur tous les individus de la classe prolétarienne. Non contente de faire des bénéfices sur le travail de l'ouvrier, elle en a fait sur le travail de l'enfant, elle en a fait sur le travail de la femme.

La transformation de la technique du travail, la vie devenue de plus en plus difficile pour les travailleurs, ont obligé les femmes à quitter le foyer familial pour besogner au dehors. Leur condition inférieure dans la société et dans la famille a fait d'elles un matériel humain merveilleusement exploité par la classe bourgeoise.

Elles devraient sentir le joug qui pèse sur elles et rallier le Parti Communiste qui se dresse en adversaire résolu de la bourgoisie.

Cependant, le Parti a jusqu'ici relativement peu recruté parmi les masses féminines.

Elevés sous le régime légal actuel, les citoyens considèrent trop souvent selon les principes napoléoniens, que la politique « n'est pas l'affaire des femmes ».

Habitués à rejeter sur la femme tous les travaux qu'exige la vie fami-

(1) Les passages et les mots en italiques ont été introduits dans la thèse par la Conférence féminine et par le Congrès.

liale, ils ont craint, le plus souvent inconsciemment, que la femme émancipée ne soit plus une épouse aussi docile, disons le mot, aussi exploitable.

Les femmes accaparées par le labeur domestique, les soins aux enfants, aux malades, aux vieux parents, sont très souvent restées à l'écart du Parti.

L'éducation que leur impose la société bourgeoise, les préjugés millénaires, religieux ou sociaux, retiennent les femmes loin de l'action.

Bien plus, courbées sous le joug des lois et des mœurs, elles se résignent naturellement à leur sort et n'ont pas toujours conscience de leur assujettissement.

Pourtant, que de forces neuves le Parti Communiste et la Révolution peuvent trouver en elles.

Si la propagande du Parti parvenait à leur faire prendre conscience de leur sujétion, de l'exploitation à laquelle elles sont soumises, combien d'adhérentes ne trouverait-il pas dans ces masses de travailleuses qu'écrasent l'Etat, la Famille telle que l'a faite la société bourgeoise, le Patronat.

Même si le Parti ne devait recruter que peu de membres nouveaux par la propagande auprès des femmes, il devrait s'y livrer sans relâche, car la femme pourrait à l'occasion devenir une force contre-révolutionnaire dangereuse. Il importe de ne pas la laisser hostile aux idées communistes. Comme pour la classe paysanne, il faut, si l'on ne peut fait mieux, neutraliser l'influence néfaste qu'elle pourrait avoir.

Si la politique n'est pas encore actuellement l'affaire des femmes, nous pouvons dire que la Révolution sera leur affaire, car l'immensité des tâches révolutionnaires nécessitera la mise en œuvre d'un nombre d'énergies incalculable.

Le Parti Communiste affirme à nouveau le principe d'égalité totale entre les deux sexes

Partant de ce principe, il aidera de tout son pouvoir les femmes à conquérir, même dans le régime acuel, sur tous les terrains : civil, politique, économique, l'égalité avec les hommes.

Mais de même qu'il montre au prolétariat l'impossibilité absolue d'un affranchissement total sous le régime du capitalisme et de la propriété privée, de même il met énergiquement en garde la masse féminine contre le pseudo-affranchissement que peut lui donner ce même régime capitaliste.

Seul le communisme, par la transformation des services de la vie familiale qu'il prévoit, par la reconnaissance de la maternité comme fonction sociale, est capable d'assurer à la femme la véritable libération.

Comment vaincre les difficultés du recrutement

Puisque l'éducation, les préjugés, l'instruction souvent plus que rudimentaire des femmes rend la propagande malaisée, il faudra que pour elles, comme pour les Jeunesses, le Parti s'attache à vulgariser les premiers éléments du socialisme.

Les tracts, les brochures devront être courts, clairs, précis, rédigées en faisant appel à la raison, au bon sens. Ils devront surtout servir à rattacher les questions qui intéressent plus particulièrement les femmes, à l'économie générale, afin que les travailleuses, les ménagères, les mères, sentent que leur labeur pourrait être rendu moins pénible dans une structure sociale autre.

Les camarades qui voudront amener les femmes au Parti devront chercher à quelles heures elles sont le plus volontiers libres. Tantôt ce sera le soir, tantôt dans l'après-midi, quand les enfants sont à l'école : tantôt ce sera le dimanche.

Une des causes essentielles de l'éloignement des femmes de la vie politique est le soin des enfants.

Sachant que, seul, le prolétariat venu au pouvoir considèrera comme le devoir le plus urgent pour lui de les prendre complètement à sa charges, les communistes doivent *provisoirement* créer des organismes qui aident la femme dans cette tâche — groupes d'enfants, garderies.

Les municipalités communistes peuvent beaucoup en cet ordre d'idées par la création de crèches, de jardins d'enfants, de blanchisseries municipales, de cuisines communes, etc.

Décisions de l'Internationale Communiste

L'Internationale demande à tous les Partis Communistes de créer, à côté de tous leurs organismes, des Comités pour le travail communiste parmi les femmes, qui s'adonneront à la tâche de la propagande dans les grandes masses féminines.

L'I.C. demande à tous les Partis de faire les sacrifices nécessaires pour créer un Secrétariat féminin et un organe, dans la presse communiste, spécialement réservé aux femmes.

Il est du devoir de notre Parti de réaliser aussi rapidement que possible les créations que l'I.C. nous demande.

Devoirs des militants et des militantes

Plus souvent qu'elle ne l'a été jusqu'ici, l'idée d'amener les femmes à jouer un rôle plus actif dans le Parti et au dehors du Parti devra préoccuper tous les militants.

Les camarades hommes doivent songer à introduire les femmes dans tous les organes du Parti, encourager les militantes, vaincre leurs hésitations.

Dans les manifestations publiques, une femme devra toujours avoir une place dans la constitution du bureau.

Toute délégation, soit de la section, soit de la Fédération, devra comprendre un certain nombre de citoyennes.

Dans leur famille, les militants feront tous leurs efforts pour entraîner la femme, la fille — comme le fils — à militer.

Le militant ne garde pas pour l'extérieur les questions politiques et économiques, mais il essaie d'en amener la discussion et la compréhension au foyer familial.

Les femmes adhérentes au Parti doivent militer avec activité.
Aux réunions, elles doivent prendre part aux discussions, oser donner leur avis tout haut.

Il leur faut réclamer une place au sein de toutes les commissions et prendre part au fonctionnement de tous les organismes du Parti.

Elles se feront un devoir de vaincre en elles la négligence, la frivolité ou la timidité. Elles auront le courage de défendre leur opinion auprès d'une voisine ou d'une camarade.

Dans la famille, elles accompagneront leur mari s'il milite ; elles essaieront de le convaincre s'il est indifférent ; elles réclameront et prendront le droit de militer seules si cela est nécessaire.

Aux heures où la lutte de classes devient plus aiguë : manifestations, démonstrations, grèves, la femme encouragera les siens au combat et essaiera de détruire autour d'elle l'esprit contre-révolutionnaire.

Les camarades salariées se souviendront que la lutte de classes s'exerce sur le terrain du travail ; elles ne négligeront pas d'y prendre part et rallieront le syndicat de la profession.

Elles se souviendront aussi au syndicat qu'elles sont des militantes communistes et elles apporteront leur part de travail pour amener leurs camarades à la compréhension de la doctrine et de l'action du Parti Communiste.

L'organisation coopérative appelle également leur concours. Elles devront y militer pour en améliorer le fonctionnement. En effet, une organisation coopérative mieux comprise rendrait la tâche ménagère de la femme moins absorbante et faciliterait l'émancipation féminine indispensable à l'avènement d'une société communiste.

Les militantes ne sacrifieront pas trop aux préjugés religieux ou sociaux des vieux parents, surtout en ce qui concerne l'éducation des enfants.

Les parents devront avec soin surveiller les leçons faites à leurs enfants à l'école et ne craindront pas de protester avec énergie devant les mesures administratives telles que cérémonies chauvines, conférences, souscriptions, dans lesquelles la neutralité la plus stricte ne serait pas respectée.

Moyens d'action

Le Parti doit créer immédiatement le journal et le secrétariat féminin réclamés par l'Internationale.

Dans tous ses rouages, statutaires ou non, le Parti devra introduire l'élément féminin.

Les secrétaires de sections et de fédérations feront leur possible pour susciter l'activité des militants qui formeront le Comité pour le Travail communiste auprès des femmes, sectionnel ou fédéral. Ils leur fourniront l'aide pécuniaire indispensable.

Les Comités de Section pour le Travail communiste auprès des femmes s'attacheront à rechercher les centres de travail féminins (usines, magasins, exploitations agricoles, etc.), pour y distribuer régulièrement des tracts et des brochures.

Si possible, ils organiseront la distribution de ces tracts dans les marchés et à domicile.

Ils appelleront les femmes à des réunions ou conférences de tout genre, séances de couture, veillées, etc.

D'ailleurs, le travail des Comités se précisera au fur et à mesure de leur fonctionnement, par l'apport de toutes les bonnes volontés et de toutes les initiatives.

Les Comités pour le Travail auprès des femmes doivent avoir l'appui morale et l'aide pécunière de chacun des organismes du Parti auxquels ils sont respectivement rattachés.

Cette aide se manifestera par des subventions régulières.

Outre les subventions, les Comités se procureront des ressources par des fêtes, des dons volontaires, etc.

Mais ce n'est pas seulement dans le Parti même que doit être éveillée l'action des militantes.

Le rôle des Municipalités socialistes peut être considérable.
D'une manière générale, celles-ci doivent préparer l'opinion à l'émancipation des femmes. Pour cela elles étudieront le moyen de réunir des assemblées de femmes dans la commune. Ces assemblées pourraient élire des représentantes qui assisteraient aux séances du Conseil municipal et desquelles on solliciterait l'avis.

Ainsi, chaque fois que cela sera possible, il faudra essayer d'introduire les militantes du Parti Communiste dans les organismes de la société bourgeoise pour qu'elles en comprennent le fonctionnement et, qu'au jour de la Révolution, elles soient prêtes à y substituer, en ce qui les concerne, les organismes prolétariens qui libèreront tous les opprimés : les travailleurs et les femmes.

Le groupe parlementaire devrait admettre à toutes ses séances une militante, désignée soit par le Congrès, soit par le Comité Directeur.

Ainsi serait affirmée devant l'opinion publique et en face de la société bourgeoise la volonté du Parti Communiste de réaliser l'égalité des sexes.

Enfin, et pour résumer, le Parti ne perdra pas de vue que la tâche d'éveiller les femmes à la conscience de classe et à la vie politique, de susciter leur activité, est une nécessité urgente pour assurer le succès de la Révolution.

Conclusion

En conclusion, le Congrès décide :

1° *Le Comité Directeur comprendra obligatoirement au moins trois femmes de la Seine ; la secrétaire de la C.T.C.F. en fait partie de droit. Une commission de 9 membres, composée en majorité de femmes, sera créée auprès du Comité Directeur et prendra toutes initiatives propres à éduquer et à recruter les femmes ; il reste bien entendu que la réalisation des projets de la commission est subordonnée à l'approbation du Comité Directeur.*

La même organisation existera dans les Fédérations et Sections ;

2° *Pour la propagande et la documentation des militantes, un organe*

hebdomadaire, dont la création par l'Humanité *a été votée au Comité Directeur du* 1er *octobre, paraîtra le* 1er *janvier et portera le titre :* l'Ouvrière, *organe communiste des travailleuses manuelles et intellectuelles.*

En outre, dans tous les organes du Parti, quotidiens ou hebdomadaires, une tribune sera réservée aux Commissions pour le Travail communiste parmi les femmes.

De plus, le Parti prendra à sa charge l'édition de tracts de propagande qui seront distribués gratuitement et de brochures à bon marché ;

3° *Pour intensifier la propagande et l'agitation parmi les femmes, des candidates seront toujours adjointes sur les listes électorales ;*

4° *La Commission pour le Travail communiste parmi les femmes aura sa délégation au groupe parlementaire, aux conseils généraux et près des municipalités communistes.*

AMENDEMENT

On attirera les femmes au Parti en les intéressant dans la plus large mesure à la propagande antimilitariste.

Document n° 3

« l'Ouvrière » numéro 1. Samedi 11 mars 1922

" L'Ouvrière " vivra-t-elle ?

L'Internationale nous a prescrit de mettre debout un organe de propagande communiste parmi les femmes. Le voici. Il répond à un besoin. Nous aurions pu peut-être nous en apercevoir plus tôt. Mais nous sommes ainsi, que nous sacrifions trop souvent des préoccupations essentielles à des soucis d'actualité, au risque de grever d'une lourde hypothèque notre avenir. *L'Ouvrière* ne saurait prétendre à une rapide fortune. Elle naît en des temps ingrats et difficiles. Les organisations prolétariennes traversent une crise redoutable : leur recrutement se ralentit, leur influence se heurte à des forces insoupçonnées d'inertie, leur combativité ne se dépense pas sur un sol propice. Il semble que la guerre ait frappé de paralysie et d'hébétude le monde du travail. Après avoir, il y a deux ans, comme une flambée d'enthousiasme, secoué ses chaînes à en faire trembler ses maîtres, il s'est remis docile sous le joug, résigné à sa misère et à son esclavagae. Hier chair à canon, aujourd'hui chair à labeur, toujours chair à profits capitalistes.

Dans le domaine qui lui est réservé, *L'Ouvrière* pourra besogner ferme. Une tâche immense lui incombe. En règle générale la femme se tient à l'écart de nos batailles de classe. Nous voudrions la voir au premier rang puisqu'elle subit, dans l'humiliation d'une demi-captivité légale une exploitation plus meurtrière encore que celle de l'homme.

Mais avant qu'il en soit ainsi, que de préventions à faire tomber, que de préjugés à vaincre !

En assurant l'existence de *L'Ouvrière,* le Parti Communiste remplit une partie de son devoir. Il lui reste à favoriser par les moyens dont il dispose, sa diffusion, à créer partout les groupements de femmes qui en seront les assises solides, à éclairer ses propres militants sur l'importance d'un mouvement dont il n'est pas exagéré de dire que de ses progrès dépend dans une large mesure le succès de la révolution communiste.

L'Ouvrière vivra si le Parti est à la hauteur de sa tâche !

L.O. FROSSART